Histoire, mémoire : enjeux contemporains

Jacques Déom

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cmc/386>

DOI : 10.4000/cmc.386

ISSN : 2684-3080

Éditeur

Fondation de la Mémoire Contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2014

Pagination : 253-260

ISSN : 1377-1256

Référence électronique

Jacques Déom, « Histoire, mémoire : enjeux contemporains », *Les Cahiers de la Mémoire Contemporaine* [En ligne], 11 | 2014, mis en ligne le 05 novembre 2019, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cmc/386> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cmc.386>

Note de lecture

Histoire, mémoire : enjeux contemporains

Jacques Déom

En Jeu. Histoire & mémoires vivantes. Revue pluridisciplinaire de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, n° 1, juin 2013 ; n° 2, décembre 2013 ; n° 3, juin 2014.

Amateur ou professionnel, l'historien ne peut manquer d'être attentif à la place toujours problématique et à l'image toujours instable conférées au passé par une société désormais soumise aux mises en question les plus fiévreuses. Il ne manquera donc pas de saluer la parution, depuis l'été 2013, de la revue *En Jeu*, aux éditions de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, à Paris, qui s'attache à suivre les inflexions présentes de l'attention portée à cette mouvante réalité d'hier et d'avant-hier. Succédant à la revue *Mémoire vivante*, la nouvelle publication entend réserver dans ses pages une place élargie au monde de la recherche et de l'enseignement, en vue d'alimenter la réflexion critique et l'engagement citoyen sur toutes les questions relatives à la transmission des valeurs, des mémoires et de l'histoire. C'est que si la thématique des crimes politiques de masse, au premier rang desquels les crimes et génocides nazis, suscite désormais une transmission mémorielle multiforme, il s'en faut que cette masse de faits soit "lue" de manière uniforme. Hypothèses interprétatives diverses, controverses, voire polémiques ne manquent pas. *En Jeu* entend s'inscrire dans ce champ de réflexion, sans éviter les questions qui fâchent. Il souhaite ainsi rappeler le rôle irremplaçable des témoins dans la restitution et la transmission de l'expérience historique, à l'heure où un certain engouement pour l'histoire des représentations risque de faire

passer au second plan la question de la vérité historique, au profit trop souvent d’une “communication” transformant la complexe réalité du passé en objet culturel et journalistique. La revue se propose de réfléchir à la place centrale de la thématique nazie dans la culture contemporaine et à son caractère construit par nombres d’acteurs institutionnels et associatifs, cette construction s’inscrivant dans un contexte de crise. Recontextualiser le national-socialisme à l’échelle de l’ensemble de la modernité, le décroïsonner dans l’espace pour échapper à un euro-centrisme réducteur devrait permettre de lui assigner sa juste place dans le processus historique et de repenser dans leur spécificité diverses catégories et notions devenues aujourd’hui par trop volatiles (violence, terreur, résistance, collaboration.). La revue souhaite enfin apporter sa pierre à une réflexion sur les rapports entre le savoir existant, désormais copieux, et l’engagement qu’il peut nous suggérer dans le présent. « Plus jamais ça », entend-on répéter. Il s’impose de penser à nouveaux frais les modalités qui permettront de faire passer activement dans la pédagogie et la formation à la citoyenneté cette conviction toujours en passe de s’avérer simple formule incantatoire.

Le dossier central du premier numéro d’*En Jeu* saute donc *in medias res*, puisqu’il est titré « Résistances au musée ». Dans l’actuel contexte de crise du sens et de brouillage des repères, où trop souvent le relativisme prend prétexte des tensions générées par la “crise” économique pour noyer les différences et, par exemple, confondre victimes et bourreaux dans la commune infortune d’une même guerre, il s’avère à la fois nécessaire et urgent de s’interroger sur les façons dont les musées de la résistance et de la déportation doivent assumer leur mission de transmission d’une expérience de la lutte contre le nazisme et le fascisme. Une urgence avérée à l’heure où disparaissent tant les acteurs de cette lutte que les fondateurs des institutions qui entendaient en transmettre le message.

Les cinq contributions au dossier relèvent non de la muséographie, mais de la muséohistoire, définie comme « l’étude des narrations des passés historiques présentées au public dans les espaces muséaux, indifféremment du nom porté par ces derniers : musée, mémorial, historique, centre d’interprétation, centre d’histoire, etc. ». Elle prend en compte l’ensemble des éléments participant à la mise en scène et au

récit du passé pour confronter ces narrations au savoir historien et repérer la logique causale mobilisée, situer les éventuelles lacunes et amnésies, mesurer l'impact du *Zeitgeist* en termes de construction des figures de héros et d'antihéros, de concurrence des victimes, de décontextualisation ou de dépolitisation du propos, de tentations révisionnistes, et ainsi de suite.

Trois études portent sur le paysage muséal français. Frédéric Rousseau (Université de Montpellier III) signe « Résistance. Éléments pour la muséohistoire d'une matière hautement dangereuse », qui porte sur une quinzaine d'établissements créés entre 1964 et 2010 et répartis sur l'ensemble du territoire français. Due à Charles Heimberg (Université de Genève), la seconde analyse la narration qu'offre le musée de Morette, consacré à la mémoire des combattants des Glières sous le titre : « Morette, un musée de la résistance de la première génération : fidélités, temporalités et épopées narratives ». Brice Pascal (Université de Montpellier III) étudie pour sa part « Une mémoire écrasée par l'événement du 6 juin 1944 : l'évocation de la Résistance dans les musées de Basse-Normandie ». La situation italienne fait l'objet de l'étude de Claudio Silingardi (Institut national pour l'histoire du mouvement de libération en Italie, Milan) : « Les musées de la Résistance en Italie. Le cas de l'Émilie-Romagne », où une situation dont les grands traits rappellent celle de la France est spécifiquement marquée par la menace que fait peser sur la représentation collective la concurrence sans vergogne de porteurs décomplexés de la mémoire fasciste. « Musées de la Résistance en ligne : vers la construction de nouveaux espaces symboliques », d'Olivier Glassey et Stéphanie Prezioso (Université de Lausanne), s'interroge sur les attentes auxquelles répondent quarante-six musées virtuels français et sur leur effectivité en regard des musées réels.

Cette première livraison d'*En Jeu* propose à titre de Varia un intéressant dossier consacré au philosophe allemand d'origine juive Constantin Brunner (1862-1937). Il comprend deux contributions, l'une et l'autre dues à la plume de Jacques Aron, architecte, enseignant et essayiste (Bruxelles). Né dans une famille pieuse sous le nom de Leo Wertheimer, Brunner a reçu une éducation orthodoxe. Au terme d'études d'histoire et de philosophie, il s'installe en 1895 à Berlin, une

ville qu'il ne quittera qu'en 1933 pour s'exiler à La Haye. Témoin passionné et à sa manière acteur d'une période capitale de l'histoire allemande, il connaîtra la naissance de l'empire wilhelminien en 1871, la mutation de l'antijudaïsme traditionnel en un mouvement politique « antisémite » au tournant des années 1880, la Première Guerre mondiale, la République de Weimar et la montée du nazisme. Cet athée professé se disait « ex-Juif », rejetait l'idée d'un « peuple juif » et ne voyait dans les communautés de la diaspora qu'un reliquat voué à s'estomper au fil du temps. Dans une première phase de sa réflexion, Brunner, à la lumière de Spinoza et de l'idéalisme allemand, se vivra, écrit Aron, « en patriote allemand convaincu du caractère irréversible de l'intégration de ses concitoyens juifs, dans l'approfondissement de l'émancipation politique, qu'il n'idéalisait pas pour autant et dont il ne sous-estimait pas la pesanteur du processus historique ». L'universalisme de sa pensée trouvera à se développer notamment dans de vastes synthèses comme *La Doctrine des hommes et l'esprit des peuples* (1908) ou *Matérialisme et idéalisme* (1927).

Le caractère largement formel de l'émancipation des Juifs, puis la montée de l'antisémitisme hâteront le mûrissement de sa pensée. La prise de conscience du rôle de catalyseur de l'image fantasmée du Juif au sein d'une société à la recherche de sa cohérence l'amèneront à une analyse qu'il résume en affirmant qu'« il n'y a pas de question juive ; je ne connais que la question des antisémites ». D'où, à côté d'autres ouvrages de philosophie générale, une série de « livres juifs », dont *La haine des Juifs et les Juifs* (1918), « œuvre de philosophie appliquée à la psychologie de la haine, à l'antisémitisme et au sionisme, à l'État et au rôle des partis politiques, aux devoirs des Juifs dans les circonstances du moment », résume Aron. Une œuvre produite « avec passion et colère », dans l'urgence existentielle. Ce n'est là que l'une des étapes du combat essentiellement philosophique mené par Brunner et qu'anime ce qu'Aron caractérise comme « un optimisme de l'“esprit” », mais qui n'ouvre aucune perspective à l'action politique collective, rangée dans le court terme d'une humanité immature ». La seconde étude sur le philosophe pour ce numéro d'*En Jeu* s'attache à préciser sa position dans le cadre de l'antisionisme juif. On saura gré à Jacques Aron de ces quelques pages qui attirent opportunément l'attention du

lecteur sur un auteur encore largement méconnu en francophonie, alors qu'il est aujourd'hui republié en Allemagne, où l'on redécouvre l'universalisme de sa pensée. À noter à cette occasion que l'on doit à Jacques Aron la traduction de *Des devoirs des Juifs et des devoirs de l'État* (Aden, Bruxelles, 2012).

La deuxième livraison d'*En Jeu. Histoire & mémoires vivantes*, date de décembre 2013. Elle offre principalement au lecteur un dossier consacré à l'erreur dans le champ historiographique. Si le rôle de l'erreur dans le cheminement des sciences de la nature est depuis longtemps intégré à la réflexion méthodologique sur ces disciplines et qu'on a pu dégager son rôle dans la dynamique de la recherche et, en quelque sorte, sa valeur heuristique, on ne saurait en dire autant en ce qui concerne les sciences sociales et l'histoire. D'où le caractère suggestif de ces pages, qu'on parcourt avec un vif intérêt.

« Pourquoi s'intéresser au problème des erreurs historiographiques ? », se demandent dans une étude liminaire les trois coordinateurs du dossier : Thomas Fontaine, Bertrand Hamelin et Yannis Thanassekos. Le philosophe et linguiste Stefan Goltzberg (Université de Cambridge) s'attache dans la foulée à préciser comparativement le « Statut de l'erreur en sciences sociales et en sciences de la nature ». Puis, c'est la pensée d'un maître français de l'histoire que l'historien Olivier Lévy-Dumoulin (Université de Caen-Basse-Normandie) examine à travers ses recensions d'ouvrages : « La chasse aux erreurs : Lucien Febvre révélé par ses critiques ». « L'erreur d'Olga Wormser-Migot sur les chambres à gaz de Ravensbrück et de Mauthausen », qu'on doit à la plume des historiens Thomas Fontaine et Bertrand Hamelin (Université de Caen-Basse-Normandie), s'attache à analyser la réception, de 1968 à nos jours, d'un travail qui avait erronément soutenu l'inexistence de chambres à gaz dans ces camps et en montre la variété en fonction des groupes et des temps. Une lecture par Thomas Fontaine (docteur en histoire) et Yannis Thanassekos de l'ouvrage de François Azouvi *Le Mythe du grand silence. Auschwitz, les Français, la mémoire* (Fayard, Paris, 2012), suivie d'un entretien avec l'auteur, secoue une image reçue et inexacte de la phase la plus ancienne de la constitution tant de la mémoire que de l'histoire du génocide en ruinant l'idée qu'un « syndrome de la Shoah » aurait pendant quelque

quarante ans fait taire en France à propos du drame. C'est dans la même veine que s'inscrit l'étude de Sébastien Ledoux (doctorant en histoire, Université de Paris I) : « Silence et oubli de la mémoire de la Shoah : une “illusion” historiographique ? ». Spécialiste reconnue quant à elle des diverses formes de négation du génocide, Valérie Igounet (Institut d'histoire du temps présent) consacre sa réflexion à « Négationnisme et erreurs historiographiques », tandis que l'historienne Muriel Guittat-Naudin (GSRL) clarifie l'influence exercée et les réactions suscitées au long d'un demi-siècle par la célèbre pièce de Rolf Hochhuth : « De l'erreur historiographique au théâtre. *Le Vicaire* et la question du silence de Pie XII, 1963-2013 ». Le dossier se clôture sur une « Chronique des enjeux d'histoire scolaire : à propos des erreurs historiographiques » de Laurence De Cock (Université de Paris VII) et Charles Heimberg (Université de Genève).

Au moment de mettre sous presse nous parvient la troisième livraison d'*En Jeu*, parue en juin de cette année. Elle propose à son lecteur un dossier coordonné par Julien Mary (Université de Montpellier III) et Yannis Thanassekos (rédacteur-en-chef adjoint de la revue, Université libre de Bruxelles et Université de Liège) : « XX^e siècle : d'une guerre à l'autre ? » Ces pages s'attachent à éclaircir certaines des options d'analyse et d'articulation historiographiques des deux conflits mondiaux qui ont déchiré un siècle horrifique et les enjeux scientifiques et autres qu'elles emportent. La présentation de la problématique générale « D'une guerre à l'autre ? Séquençage chronologiques, constructions causales et liens téléologiques : les périodisations et les aspects matriciels du XX^e siècle guerrier en question » est appuyée par « D'une historiographie à l'autre. 14-18 / 39-45 : jeux de miroir et perspectives croisées. Entretien avec André Loez et Nicolas Mariot ». Ces deux spécialistes sont respectivement historien membre du CRID 14-18 et chercheur au CNRS.

L'historien Frédéric Rousseau (Université de Montpellier III) s'interroge alors sur l'émergence depuis une vingtaine d'années d'un paradigme reçu et sur sa validité : « 1914-1945 : la Grande Guerre est-elle la matrice du XX^e siècle monstrueux ? Arrêt sur une vulgate du troisième millénaire ».

Dans son étude « Penser les guerres dans l’“Autre Europe” : la séquence 1914-1945 en République tchèque et en France », Helena Trnkova (Université de Montpellier III) souligne qu’au rebours du rôle matriciel conféré à la Première Guerre par une historiographie qui l’intègre à la séquence 1914-1945, le conflit est saisi dans la tradition tchèque moins comme l’aube d’une époque tragique que comme un aboutissement, à la lumière de son résultat positif : l’indépendance nationale.

Dans « La Première Guerre mondiale à la veille de la Seconde. *Novembre 1918* de Döblin, *Le Monde réel* d’Aragon : leçon de contre-histoire par le roman engagé des années 1930 », Aurore Peyroles (équipe de recherche ERITA), examine comment deux cycles romanesques, respectivement allemand et français, tentent de fournir, alors que la situation européenne s’avère à nouveau lourde de menaces, des clés de compréhension du présent empruntées à une lecture de la « dernière catastrophe » résolument en porte-à-faux par rapport à l’historiographie officielle.

L’historien Laurent Quisefit (centre de recherches sur la Corée, EHESS), entreprend de réarticuler dans le temps long les phases d’un conflit traditionnellement limité à la séquence 1950-1953 dans son étude « La guerre de Corée, ou comment périodiser une guerre civile interétatique ».

Avec « Réfugiés, rébellions et enchaînement de conflits dans l’Afrique des Grands Lacs entre 1986 et 2000 », Agathe Plauchut (Sciences-Po Aix) propose une étude holistique du phénomène guerrier dans une région marquée principalement, aux yeux des observateurs extérieurs, par le génocide des Tutsis (avril-juillet 1994).

L’article de Françoise Meyer (Université de Montpellier III) : « L’expulsion des Allemands des Sudètes : quel défi pour les historiens tchèques de la Seconde Guerre mondiale à nos jours » montre comment les historiens tchèques ont contribué à désenclaver un moment hautement sensible de l’histoire nationale pour la réinsérer dans la continuité de la guerre, de l’après-guerre et de la période communiste.

Dans leur *Chronique des enjeux d’histoire scolaire*, Laurence De Cock et Charles Heimberg examinent « La confusion des guerres mondiales comme obstacle à l’intelligibilité du XX^e siècle ».

Enfin, le *Point de vue* d'Anne Lacroix-Riz (professeur émérite d'histoire contemporaine, Université de Paris VII), sous le titre « Les carences de l'histoire cléricale de l'Église romaine : l'exemple de la Deuxième Guerre mondiale », réagit vigoureusement à un type d'historiographie hagiographique dont l'étude de Muriel Guittat-Naudin sur *Le Vicaire* de Rolf Hochhut, parue dans le n° 2 de la revue, lui paraît relever.